

Diplomatie

Les déclarations de Macron sur le Rwanda constituent une « avancée dans l'étude sans concession du passé »

Jeune Afrique, 7 avril 2024



Le président rwandais Paul Kagame et sa femme Jeannette lors des commémorations du trentième anniversaire du génocide des Tutsi au Rwanda, le 7 avril 2024.

© LUIS TATO / AFP

L'historien français Vincent Duclert, qui a présidé une commission ayant rendu un rapport historique sur les responsabilités de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda, estime que les déclarations d'Emmanuel Macron dimanche constituent « une nouvelle avancée ».

« La France assume tout et exactement cela dans les termes que j'ai employés » le 27 mai 2021, a déclaré Emmanuel Macron dimanche 7 avril dans une vidéo diffusée à l'occasion du trentième anniversaire du génocide des Tutsi. Alors en déplacement à Kigali, le président français avait dit être venu « reconnaître » les « responsabilités » de la France dans les massacres. « Nous avons, tous, abandonné des centaines de milliers de victimes à cet infernal huis clos », avait-il reconnu. « Je n'ai aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher de ce que je vous ai dit ce jour-là », a déclaré dimanche le chef de l'État français.

« Emmanuel Macron insiste sur son discours du 27 mai 2021, prononcé ici à Kigali au mémorial de Gisozi ; l'impact de ce discours a été historique par ces mots reconnaissant la responsabilité politique de la France et historique par les savoirs historiques qui fondent ce discours. Qu'Emmanuel Macron consolide ce discours historique est logique et attendu », a déclaré dimanche à l'AFP l'historien français Vincent Duclert depuis Kigali, où il assiste aux commémorations.

« *Le passé devait être nommé, le passé doit continuer d'être analysé, étudié par nos historiens dans les meilleures conditions.* » Emmanuel Macron, Président français

Une commission de chercheurs et historiens, mandatés par Emmanuel Macron et présidée par Vincent Duclert, avait rendu en 2021 un rapport sur la politique française au Rwanda dans les années 1990. Celui-ci avait conclu aux « responsabilités lourdes et accablantes » de la France dans le génocide de 1994, au cours duquel plus de 800 000 personnes ont été massacrées, essentiellement des Tutsi, en trois mois.

« Avancer main dans la main » avec le Rwanda

Dans sa vidéo dimanche, Emmanuel Macron dit souhaiter continuer à « avancer ensemble, main dans la main » avec le Rwanda, un partenariat qui ne peut se bâtir « que quand le passé est regardé en face et assumé ». « Le passé devait être nommé, le passé doit continuer d'être analysé, étudié par nos historiens dans les meilleures conditions », a-t-il insisté.

Réagissant à ce message, Vincent Duclert a estimé qu'il constitue « une nouvelle avancée dans l'étude sans concession du passé », se félicitant qu'Emmanuel Macron « encourage les chercheurs à agir ». « La vérité sur le passé se construit au présent et dans l'avenir, collectivement, entre collègues du Rwanda, de France, de Belgique, du monde entier. Et sans réserve », a souhaité Vincent Duclert.

Dans un communiqué transmis dimanche, Ibuka France, principale organisation de soutien aux rescapés du génocide des Tutsi, s'est félicitée

que la France « soit engagée avec courage et détermination sur la voie de la connaissance, de la vérité et de ses propres responsabilités en rapport avec le génocide des Tutsi ». Ibuka appelle en outre à ce que des « moyens accrus » soient donnés « au pôle judiciaire chargé [en France, NDLR] de poursuivre les personnes accusées de crime de génocide ou de complicité » et « par une plus grande attention aux rescapés ».

De son côté, l'association française Survie a critiqué une vidéo « dans laquelle [Emmanuel Macron] reste figé sur les mots prononcés du bout des lèvres en 2021 ». « Il parle d'“avancer ensemble”, et son ministre annonce un nouvel accord commercial France/Rwanda de 400 millions d'euros. Il s'agit bien de faire du business en enterrant le passé », a fustigé l'association dans un communiqué.

« Emmanuel Macron poursuit son opération de communication qui vise à exonérer la France et ses représentants de l'époque de la complicité du crime de génocide des Tutsi », dénonce Patrice Garesio, co-président de Survie. Et de poursuivre : « Pour la rafle du Vél'd'Hiv, il a fallu cinquante ans pour que le chef de l'État reconnaisse officiellement que la France s'est rendue complice de génocide. Pour le génocide des Tutsi, il faudra du courage ; mais là aussi la reconnaissance est inéluctable : quand aura-t-elle lieu ? »

(Avec AFP)